

Bonnes nouvelles

(contre la loi travail, pour nos salaires, deux raisons de se mobiliser)

Décidément l'agenda des actions est chargé encore pour cette semaine. Les temps seraient-ils en train de changer ?

D'une part, la mobilisation contre la loi travail continue car après la manifestation d'hier mardi 5, une autre se prépare pour ce samedi 9 avril, avec l'objectif que le mouvement se construise et se généralise.

D'autre part, la mobilisation pour nos salaires, elle aussi continue cette semaine. Enfin, « continue » c'est façon de parler car à part pour la quarantaine de collègues ayant débrayé vendredi dernier, il apparaît que la grande majorité du personnel n'ait pas jugé utile de revendiquer une véritable augmentation de salaire.

Alors nous offrons une deuxième chance. Cette fois, nous serons avec la CFTC et FO, pour dénoncer le +0,5% lamentable proposé par la direction, une augmentation dérisoire, inadmissible et à rejeter catégoriquement.

Nous appelons pour ce jeudi 7 avril à un rassemblement-manifestation dans l'usine puis

SIMPLIFICATION DU CODE DU TRAVAIL



SAMEDI 9 AVRIL... DANS LA RUE

La CGT-Ford appelle à se mobiliser pour se joindre à la manifestation de ce samedi 9 avril. Cette fois, nul besoin de débrayer, de « perdre » quelques heures, c'est hors temps de travail, c'est l'occasion de se retrouver très nombreux :

RENDEZ-VOUS À 14H
PLACE DE LA RÉPUBLIQUE
À BORDEAUX



autour de la salle de réunion pour montrer clairement qu'il y en a ras le bol de nous serrer la ceinture, que c'est injustifiable de donner des millions de dollars à une poignée de dirigeants, des milliards de dollars à des actionnaires qui ne produisent aucune richesse tout en imposant des sacrifices à l'ensemble des salariés, à celles et ceux qui justement produisent, prennent des risques pour leur santé, inventent tous les jours pour travailler correctement alors que Ford n'en donne pas les moyens (ni investissement, ni formation, ni recrutements...).

Nous ne voulons pas seulement protester. Comme contre le projet de démantèlement du code du travail, nous devons construire un mouvement de colère pour obtenir un salaire qui réponde à nos besoins, pour une répartition équitable des richesses, elles existent ! C'est une question de justice sociale.

Il n'y a vraiment aucune raison d'avaloir encore les mensonges des dirigeants. Les 150 euros, et même plus, on les « mérite », au moins autant que tous les dirigeants qui s'en mettent plein les poches. Alors agissons, c'est le moment.

PARLONS CHIFFRE

Dans notre tract de vendredi dernier, nous avons fait une erreur. Comme on dit, c'était pour voir si vous suiviez et effectivement, des collègues ont suivi, nous en faisant la remarque.

Nous écrivions que les 18 millions de dollars du n°1 de Ford, cela revenait à un revenu de 34 euros par seconde. C'est faux, en réalité, il se fait 34 euros par minute. Cela n'enlève rien à l'indécence de son revenu mais cela méritait que rectification soit faite.

Quand même ! 34 euros par minute... pendant qu'il se lave les dents, qu'il gare sa voiture, qu'il dort ou qu'il est en réunion de travail, il se gagne 34 euros, c'est dingue non ? Comment ne pas appeler cela du vol, du détournement de richesse ? Comment cela peut-il être possible ?

Comme pour le PDG de PSA, il paraît que c'est mérité, qu'il faut remercier le talent. Sans blague ? Alors pourquoi ne pas remercier aussi de la même manière le talent, les compétences, le dévouement, les risques pris par des dizaines de milliers de salariés qui produisent pourtant les richesses de l'entreprise ? Il y a bien une énorme entourloupe.

PARLONS CHIFFRE (SUITE)

Si le n°1 de Ford était augmenté de 0,5% suite aux NAO cela donnerait finalement quelque chose de pas mauvais du tout :

$$0.5\% \times 16\,600\,000 = + 83\,000 \text{ euros}$$

Une augmentation de près de 7000 euros par mois ! Soit une augmentation annuelle équivalente à 4 années de travail d'un ouvrier !

En fait le vrai problème n'est peut être pas le 0,5% mais plutôt le niveau de salaire duquel nous partons.

Autre exemple un membre du CODIR de FAI qui gagne dans les 12 000 euros mensuels, s'il obtient une augmentation de 0,5% cela lui ferait :

$$0.5\% \times 12\,000 = + 60 \text{ euros de plus par mois.}$$

C'est pas loin du minimum d'augmentation exigé par certains syndicats. Et pour des collègues qui ont les plus bas salaires :

$$0.5\% \times 1600 \text{ euros} = + 8 \text{ euros net par mois}$$

Effectivement, ce n'est plus pareil. Peut-on parler d'égalité de traitement, de respect même ?

Salarié en attente
d'une vraie
augmentation
de salaire



**« FAITES DES EFFORTS,
VOUS SEREZ REMERCIÉS ! »**

De nombreux collègues ont fait des efforts toute l'année passée, notamment au DCT : des heures supp, des jours fériés travaillés... puis à nouveau avec des postes de travail supprimés, des charges de travail plus lourdes...

Et bien l'heure des remerciements est venue : + 8 ou 9 euros par mois. Ça valait le coup, n'est-ce pas ?

LA SANTÉ DES SALARIÉS N'EST PAS UNE PRIORITÉ

C'est un constat qui n'est pas un scoop mais qui fait mal. La direction affirme régulièrement que la santé des salariés passe avant tout, mais la réalité est toute autre. C'est bien la rentabilité qui est une priorité. Le personnel est vieillissant, abîmé par des années de travail, peu importe, la direction supprime des postes, partout, sachant que ça accroît la pénibilité au travail et que ça complique obligatoirement la vie de plusieurs collègues qui ont des réserves médicales.

Résultat, ils sont sous pression, sous chantage même. Des responsables n'hésitent pas à leur dire qu'ils peuvent devenir inaptes et donc risquent un licenciement ! Ou alors ils s'entendent dire qu'ils doivent eux-mêmes chercher dans l'usine un poste qui leur irait bien. Tout cela est la conséquence d'une politique qui ne met pas les moyens pour préserver la santé de tous. Pour cela il faut former, recruter, soulager et répartir le travail.

N'y a-t-il pas une « charte du respect de la dignité humaine au travail » chez Ford ?

ALLO LA POLICE ?

C'est finalement à Bordeaux que les 4 militants syndicalistes de FAI vont être auditionnés suite aux plaintes de Ford de 2012 et 2014. Les convocations vont s'étaler sur 3 jours : le premier pour ce vendredi 8 avril à 14 heures puis le mardi 19 avril, un à 9h et un à 14h, enfin le dernier le mercredi 20 avril à 14h.

Nous appelons à un rassemblement de protestation à l'heure de l'audition du premier ce vendredi. Il est important que s'exprime la solidarité envers les militants attaqués par Ford et aussi de dénoncer une politique qui vise à intimider les salariés, à museler la contestation, à limiter les possibilités de se défendre.

Il faut bien rappeler que Ford porte plainte pour « dégradation » du stand à coup de confettis et d'autocollants et pour avoir soi-disant « abîmé » un capot de voiture exposée sans qu'il y ait la moindre preuve (photo, vidéo) alors que ce jour là, il y avait des journalistes bien présents.

L'absurdité de la démarche de Ford va jusqu'à porter plainte contre 2 des salariés qui n'étaient même pas présents sur le salon de l'auto en 2014 ! Cela montre bien que nous sommes dans une logique de répression aveugle contre des salariés qui se mobilisaient pour la défense des emplois.

NOUS DONNONS RENDEZ-VOUS
POUR UN RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN
DEVANT L'HÔTEL DE POLICE À MÉRIADECK,
À 14 HEURES, CE VENDREDI 8 AVRIL
(APPEL À DÉBRAYER À PARTIR DE 13 HEURES)

*Valls et Hollande rassurent
les jeunes sur leur avenir*



**« POLICE PARTOUT,
JUSTICE NULLE PART ! »**

Le gouvernement et l'État ont peur de la jeunesse qui se mobilise. La brutalité policière qui s'acharne aujourd'hui contre eux en est la traduction spectaculaire. Plusieurs vidéos montrent une violence « gratuite » de la part des forces de l'ordre contre des lycéens aucunement agressifs ou même excités. Un policier va être jugé pour violence volontaire mais combien d'autres abus et « dérapages » passent à la trappe ?

Aux revendications étudiantes et lycéennes, au retrait du projet de loi, se rajoute l'arrêt des violences policières. Ce doit être aussi une des revendications de l'ensemble des syndicats de salariés.

Il s'agit de préserver le droit pour tout le monde de manifester, de s'opposer à la politique du gouvernement sans risquer sa santé et sa vie, de se protéger de ceux qui sont censés assurer la sécurité pour tous.